

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me déplait d'interrompre l'honorable député, mais, en vertu du Règlement, son temps de parole est écoulé et il doit reprendre son siège.

[Traduction]

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, lorsque jeudi dernier le ministre des Finances (M. Benson) a accouché de son deuxième budget, il a déclaré qu'il n'était pas fait pour accroître sa popularité. C'est possible, mais ce que j'aimerais demander, ainsi, je crois que beaucoup d'autres Canadiens, c'est pourquoi il devait être calculé en vue de le rendre plus populaire.

Avant d'entamer mes remarques et d'analyser les nombreuses failles de ce budget, j'aimerais dire qu'il conviendrait de féliciter le ministre d'avoir introduit dans les mesures fiscales du gouvernement le concept de la sélectivité. Tout ce que j'espère, c'est que ce principe si important pourra survivre à l'application maladroite et malicieuse qu'en fait le ministre aux régions prospères et productrices de notre économie, d'une manière qui nous laisse peu d'espoir d'aider les régions plus pauvres et aucune possibilité d'augmenter de manière appréciable notre productivité nationale. C'est pourtant la clé de la solution du problème de l'inflation dans le pays. Espérons que cette politique dite de sélectivité ne sera pas écartée par la désapprobation et par l'échec qui résultera certainement des mesures discriminatoires, lesquelles sont les vraies coupables. En effet, il faut voir les choses en face, monsieur l'Orateur: le budget actuel est en fait très injuste. Ce que le ministre aurait dû faire—et l'on se demande vraiment à quoi songeaient les grands penseurs de son ministère lorsqu'ils ont présenté un pareil budget—c'est d'étudier sérieusement quel genre de construction est souhaitable et lequel ne l'est pas. En d'autres termes, quel genre de construction sera réellement productif et quel autre ne le sera pas.

On peut dire, à mon avis, car on est tout à fait d'accord là-dessus, que le genre de construction qui se rapproche de la station-service n'est pas vraiment essentiel à l'augmentation de la productivité dans notre pays. Dès lors, monsieur l'Orateur, pourquoi notre économie profitera-t-elle de ce qu'on décourage ce genre de construction à Toronto, à Calgary, à Edmonton, ou à Vancouver en espérant qu'il se déplacera vers Montréal ou vers Halifax? Le seul bien, ou presque, qui peut résulter de ce genre de discrimination est une certaine sympathie des centres urbains considérés comme riches pour la situation du producteur laitier de l'Ouest, injustement traité par le transfert, au Québec, d'un contingent de 8 millions de livres de crème à une époque où la région importe beaucoup de beurre.

Pour résumer cette partie de mes remarques, je dirai que la conception qui fait de l'emplacement de l'industrie une récompense ou un châtiment s'est avérée un échec. Je citerai l'exemple de la société Clairtone qui est allée s'installer en Nouvelle-Écosse. Or, cette initiative n'a pas répondu aux espoirs qu'on en attendait. L'important, c'est de décider quelles industries doivent être aidées et faire démarrer la production. Peu importe, en vérité, leur emplacement si elles produisent effectivement des marchandises. Nous ne voulons pas en réduire le nombre dans une région simplement pour en ajouter dans une autre. Ce n'est pas la façon d'augmenter la productivité au pays. Il serait plus logique de restreindre les genres d'immeubles autorisés sur une base sélective. Ainsi, les constructeurs de stations-service, de centres commerciaux et de cinémas pourraient être pénalisés à l'échelle nationale, ce qui donnerait de bien meilleurs résultats.

● (9.30 p.m.)

Si vous le permettez, monsieur l'Orateur, je vais parler d'un oubli flagrant dans le budget. Il s'agit du crédit à la consommation. Rien n'a été prévu pour réduire les achats à tempérament. Sans aucun doute, le ministre doit se rendre compte que ceux qui achètent ainsi ne choisissent pas la meilleure arme pour combattre l'inflation. Les centaines de milliers de personnes qui utilisent cette méthode d'achat ne croient tout simplement pas que le gouvernement est décidé à mater l'inflation. Ils utilisent l'achat à tempérament pour faire contre-poids aux répercussions de la politique de dépenses du gouvernement. La solution qu'on a proposée au ministre, augmenter le taux d'intérêt, donnerait peut-être des résultats si on pouvait voir la moindre preuve que le gouvernement est sincère et veut résoudre le problème de l'inflation.

Qui prendrait donc le gouvernement au sérieux à cet égard, alors qu'il refuse obstinément de réduire ses dépenses scandaleuses. Le ministre se targue d'équilibrer son budget. J'espère qu'il ne m'en vaudra pas si je lui dis que je ne le croirai que quand je l'aurai constaté. Même s'il parvient à équilibrer son budget, monsieur l'Orateur, quelle consolation cela pourrait-il être pour les contribuables si le budget équilibré se chiffre à 11,775 millions de dollars? C'est un milliard de plus que le budget précédent. Dites-moi donc, monsieur l'Orateur, pourquoi vous, moi, les provinces, les municipalités, les entreprises et les contribuables devrions-nous comprimer nos dépenses alors que le gouvernement prouve par ses actes, sinon par ses paroles ce qu'il pense vraiment du problème que pose l'inflation? Dites-moi donc: où sont les exemples probants de la modération du gouvernement? Les